

## Web et politique

Brève synthèse des interventions de Jacques-François Marchandise et Nicolas Vanbremeersch lors de la rencontre « Web et politique » le 9 octobre 2014 à la Gaîté Lyrique, à l'occasion de la présentation des dossiers de *Participations*, coordonné par Laurence Monnoyer-Smith et Stéphanie Wojcik, et de *l'International Journal of Electronic Governance*, coordonné par Fabienne Greffet et Simon Gadras.

Jacques-François Marchandise propose une lecture transversale des articles du dossier de la revue *Participations*, intitulé « Participation politique en ligne : politics as usual ? », à partir d'une série de thématiques présentes dans les différents articles du dossier

Il commence par expliquer que, plus que la définition de la participation politique en ligne, le dossier interroge des formes variées de participation, dans des champs différents, et cherche à savoir ce qui est participation parmi tous les phénomènes observés. Les articles montrent également la diffusion de l'idée de participation, notamment dans les institutions. Il est, à ce titre, particulièrement utile pour les concepteurs de dispositifs participatifs.

Une autre question présente dans le dossier est celle de la potentialité d'intégrer des publics plus jeunes grâce aux dispositifs numériques. J.-F. Marchandise utilise la métaphore du « pot de miel numérique » pour souligner l'attrait de ces dispositifs pour des institutions à la recherche de publics nouveaux.

J.-F. Marchandise observe également une homothétie entre culture numérique et culture de la participation, en particulier à travers l'horizontalité des pratiques (P2P) et l'obsolescence des formes partisans qui sont dépassées par des modalités protéiformes d'engagement politique (Tea Party, Parti Pirate...).

La notion de raison computationnelle lui semble également importante dans la mesure où, par exemple, Twitter est perçu comme un outil pouvant remplacer les sondages, alors que le dossier montre justement qu'il ne s'agit pas d'un baromètre de l'opinion publique. Cela illustre selon lui les excès des « digital humanities ».

Par ailleurs le dossier montre bien qu'il devient difficile de penser séparément le hors-ligne et le en-ligne, les deux étant de plus en plus inter-reliés.

Enfin J.F. Marchandise revient sur deux notions pas qui ne sont pas explicitement présentes dans le dossier mais auxquelles sa lecture renvoie : la question de l'utilisation de l'anonymat ou de l'identification des usagers des dispositifs participatifs ; ainsi que le problème de l'instabilité des systèmes numériques qui rendent difficile l'accès à la « sphère de confiance » nécessaire à la participation.

Après une introduction générale, Nicolas Vanbremeersch propose quant à lui une lecture détaillée de chacun des six articles qui composent le dossier de *l'International Journal of Electronic Governance*, intitulé « New developments in online political participation ».

En introduction, il explique que la lecture des articles montre une grande similarité des expériences françaises avec celles qui ont lieu dans le reste du monde : des questions identiques se posent, même si les conséquences politiques sont différentes. Il observe également que les formats des dispositifs numériques ont des conséquences sur les formes de la participation et que les usagers cherchent à se libérer des contraintes de ces formats. Il revient ensuite sur la notion d'horizontalité qui semble « effrayer » ou « désarmer » le chercheur comme les pouvoirs publics. Enfin les articles témoignent d'un espoir déçu : celui d'un espace public rationnel, sur le modèle habermassien. Cet espace public n'est jamais trouvé car, selon N. Vanbremeersch, le web n'est pas un espace de confrontation d'opinions mais un espace social.

Dans le premier article, en cherchant à organiser un cadre théorique pour la participation politique en ligne, N.Kersting est confronté à une grande difficulté et semble déçu par les dispositifs participatifs. Cela s'explique, selon N. Vanbremeersch, par le fait que le web est d'abord un espace d'affirmation personnelle avant d'être un espace de participation.

P. Da Silva montre quant à elle l'incapacité de l'Union Européenne à se saisir des outils numériques. Derrière des discours emphatiques sur le sujet se cache une réalité misérable, liée à une approche par la « publication » du numérique par les institutions, plus que par la confrontation d'expressions.

Le texte de C. Sup Park illustre le fait que les formes parodiques d'expression politique sont quelque chose de courant qui permet au peuple de prendre la main en supprimant les hiérarchies présentes en dehors de cet espace de « carnaval ».

N. Vanbremeersch est très intéressé par les questions méthodologiques très fortes discutées dans le texte sur #Occupy. On y voit que l'on peut seulement capter quelques éléments parmi tous ceux qui circulent sur un réseau comme Twitter. On y observe toutefois une continuité d'expérience à travers le monde, là où les formes hors-lignes d'engagement politique peuvent être très variées selon les pays.

Ce parallèle d'un côté à l'autre du globe est particulièrement sensible dans l'usage politique de Twitter observé par Tim Highfield en Australie, en comparaison du cas français. La hiérarchisation des paroles les plus diffusées varie toutefois puisque les blogueurs semblent encore très présents en 2013 en Australie alors qu'en France ils ont été majoritairement récupérés par les médias.

Enfin le texte sur les *tokbekim* a fasciné N.Vanbremeersch, notamment à travers les pratiques de *bashing* politique qu'il décrit, confrontations verbales virulentes dans les commentaires de médias en ligne israéliens, et qui évoquent tout à fait ce qu'on connaît dans les médias français. On y observe avant tout une expression de son identité politique, plutôt que, encore une fois, une confrontation d'opinions.